



EXCLUSIF | D'après le recensement réalisé lors de la Nuit de la solidarité, le 26 janvier, 3 015 personnes étaient sans solution d'hébergement dans la capitale, dont 105 mineurs. Un record pour ces derniers.

Il n'y a jamais eu autant d'enfants à la rue dans la capitale

Pauline Darvey

DES PELUCHES, un lit à barreaux, une veilleuse, des livres colorés... La chambre d'enfants ressemble à n'importe quelle autre. Sauf qu'elle est installée... au beau milieu d'un trottoir parisien. Ce mercredi après-midi, pour la deuxième semaine consécutive, le **CASP** – une association qui œuvre pour les personnes en situation de précarité – organise une opération « Zéro enfant à la rue » devant l'école Boursault dans le XVII^e arrondissement.

« La semaine dernière, nous avons reconstitué cette chambre devant l'accueil de jour dédié aux familles que nous gérons rue Thorel (II^e) », détaille Aurélie El-Hassak-Marzorati, la directrice générale de cette association francilienne. Depuis plusieurs mois, les travailleurs sociaux du **CASP** voient chaque soir « un nombre très important de familles avec enfants » quitter cette structure sans solution d'hébergement pour la nuit.

Un constat préoccupant que les premiers résultats de la Nuit de la solidarité viennent confirmer. La sixième édition de cette vaste opération de décompte des personnes sans abri s'est tenue dans la nuit du 26 au 27 janvier dans les rues de la capitale. Vingt-sept communes de la métropole du Grand-Paris ont également participé pour la première fois à cette initiative lancée en 2018 par la Ville de Paris.

Au total, 6 633 personnes sans solution d'hébergement ont été recensées par les quelque 3 500 bénévoles mobilisés. Six cent dix-huit se trouvaient dans les 27 communes de la métropole, avec un nombre important dans des campements à Saint-Denis ou à Bobigny (Seine-Saint-Denis). À Paris, 3 015 ont été comptées.

Crise économique, migrants en errance...

Des chiffres en nette hausse

dans la capitale où 2 598 personnes avaient été recensées en 2022. « Nous revenons à des niveaux similaires à ceux que l'on avait avant la crise sanitaire, constate Léa Filoche, adjointe (Génération. s) à la maire de Paris chargée des solidarités, de la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion. Mais la grande différence, c'est le nombre de familles et d'enfants à la rue. On n'a jamais vu ça ! »

Cent cinq mineurs ont été dénombrés. « C'est la première fois qu'on a un nombre aussi important d'enfants, alerte Emmanuel Grégoire, le premier adjoint (PS) d'Anne Hidalgo. C'est tout à fait exceptionnel et préoccupant. »

Une situation inédite qui pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs. « Il y a la crise économique qui touche brutalement les plus fragiles, avance Emmanuel Grégoire. Et il y a aussi la question des migrants en errance dans l'espace public. »

Des places d'hébergement d'urgence en diminution

Reste également la question de la diminution du nombre de places d'hébergement d'urgence. Fin 2022, le Samu Social de Paris indiquait avoir perdu au moins 4 000 places dans toute l'Île-de-France. Une disparition liée à la reprise de l'activité touristique et à la volonté des hôteliers de reprendre des chambres jusqu'alors dédiées à de l'hébergement d'urgence.

La photographie dressée par la Nuit de la solidarité devrait se préciser d'ici cet été. « Nous produirons comme chaque année un rapport d'analyse avec des éléments détaillés, abonde Émilie Moreau, directrice de recherche à l'Atelier parisien d'urbanisme. » Une Nuit de la Solidarité estivale et expérimentale devrait aussi avoir lieu.

Côté métropole, Patrick Ollier, le président (LR) du Grand

Paris, assure travailler « actuellement à un Plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement (PMHH) qui devrait sortir d'ici la fin de l'année. La construction de centres d'hébergement d'urgence est prévue. »

Dans les semaines à venir, d'autres chambres d'enfants devraient fleurir sur les trottoirs parisiens « jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée ».



Paris (II^e), le 1^{er} février, l'association **CASP** a reconstitué une chambre d'enfants sur un trottoir pour alerter sur l'augmentation de mineurs sans-abri.

UPPD.